

ANNEXE 2 DSDEN DU NORD - DPEP- BGM

DISPONIBILITÉS SUR AUTORISATION 2026/2027 (selon les nécessités de service)

article	Types de disponibilité sur autorisation	Conditions et Durée de la disponibilité	Pièces justificatives	Observation
Art 44-a Décret n° 85-986 du 16/09/1985 modifié	Études ou recherches présentant un intérêt général	<u>Renouvelable dans la limite d'une durée de 6 ans maximum</u>	Attestation précisant le diplôme préparé ou un certificat d'inscription dans un établissement d'enseignement	/
Art 44-b Décret n° 85-986 du 16/09/1985 modifié	Convenances personnelles	<u>Renouvelable dans la limite d'une durée de 10 ans maximum</u> dans la carrière Signalé : Le décret n°2025-1169 du 05/12/2025 supprime l'obligation de retour dans l'administration pour une durée d'au moins dix-huit mois continus pour le fonctionnaire souhaitant renouveler sa disponibilité pour convenances personnelles au-delà d'une première période de cinq ans.		
Art 45 Décret n° 85-986 du 16/09/1985 modifié	Convenances personnelles afin d'exercer une activité dans le secteur privé	Obligation de justifier de 4 années de services effectifs depuis la titularisation pour pouvoir bénéficier d'une disponibilité pour convenances personnelles afin d'exercer une activité privée.	Lettre de motivation de l'enseignant. Toute demande de mise en disponibilité pour ce motif transmise sans lettre de motivation ne sera pas traitée.	
Art 46 Décret n° 85-986 du 16/09/1985 modifié	Créer ou reprendre une entreprise	<u>Renouvelable dans la limite d'une durée de 2 ans maximum</u> Obligation de justifier de 4 années de services effectifs pour les titularisations à compter du 01/01/2018 avant de pouvoir bénéficier d'une disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise	Un extrait Kbis ou extrait K délivré par le Tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois ou un extrait d'immatriculation D1 délivré par la Chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois ou une copie de la déclaration d'activité auprès de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF).	